



La Francophonie : chance énorme négligée

Communauté d'États et de gouvernements, d'institutions, de personnes aussi, qui ont « le français en partage », selon la formule de Maurice Druon.

Elle est éminemment différente des autres espaces géo-linguistiques tels le Commonwealth, l'hispanophonie, la lusophonie, groupements d'anciennes colonies autour de leurs métropoles. En effet, en Francophonie, à peine la moitié des pays membres ont été un temps sous la responsabilité politique et administrative de la France. Avec certains de ses membres d'Europe centrale et orientale, elle comprend même ce que Samuel Huntington appelle la « civilisation orthodoxe », et que les autres ensembles cités n'ont pas.

La Francophonie n'est plus aujourd'hui un avatar de l'impérialisme ni du colonialisme. Les Français ont bien appris à se méfier des entreprises extérieures. Ils ne veulent plus se faire pincer par les oies du Capitole, geler dans la Bérézina, faire les zouaves à Sébastopol, perdre Danjou à Camerone, se faire tuer par les Pavillons noirs, subir un génocide en Acadie, ou un massacre à Mazagan. Ils ne sont plus assez fous pour aller à Dien Bien Phu.

Il faut rappeler la forme d'universalisme de la France, son rôle d'anti-Huntington, d'antidote au *Choc des civilisations* que cet auteur américain à la mode prédit et semble souhaiter, notamment entre l'Islam et un « Occident » que lui voit unique, avec un seul « Etat-phare » : les États-Unis. Francophonie, modèle différent d'humanité et de relations internationales en paix et en coopération. Une chance extraordinaire pour ses membres, pour la France aussi, comme pour le monde. L'animation réussie d'un tel ensemble-laboratoire donnerait de nouveau à la France un souffle, un air de « grand large », que beaucoup d'étrangers, attirés, viendraient avec plaisir et espoir respirer chez elle.

Le nouveau Président de la République s'en est lui-même fait le chantre dans plusieurs discours inspirés dans sa campagne électorale. Suivra-t-il ?...

La Communauté francophone va bien au-delà des affinités linguistiques et de « la langue française en partage » selon la formule de Maurice Druon. A fortiori, elle va bien au-delà du petit noyau de pays et groupes humains de langue maternelle française.

Encore convient-il de ne pas négliger ledit noyau. En effet, la France, le Québec, la Wallonie, et, dans une certaine mesure la Romandie (Suisse romande), ont en commun des problèmes de très grande importance.

Ils sont tous englobés, minoritaires, dans des ensembles étatiques plus vastes, ou, dans le cas de la France, semblent s'acheminer vers un tel englobement.

Leur langue commune est attaquée partout, d'abord chez eux.

Le même empire s'impose à eux, et à toute tentative de mise en commun de leurs objectifs et de leurs ressources.

Ils voient monter chez eux les mêmes principaux communautarismes, tant ethniques (arabe, africain, asiatique...) que religieux (musulman, juif, évangéliste, sikh...), encouragés de l'extérieur, d'abord par l'empire.

Dans le mitage de leurs territoires par des communautés qui tendent à se regrouper et s'isoler en quasi ghettos, elles connaissent même, à des degrés divers, des implantations d'anglophonie qui font taches d'huile.

Toutes les justifications d'actions communes sont ainsi réunies.

Bien au-delà du cercle restreint des pays en totalité ou en partie de langue maternelle française, la Francophonie organisée rassemble 68 Etats et gouvernements : c'est considérable.

Malheureusement, malgré les discours officiels – notre nouveau Président de la République en a tenu de beaux lui aussi dans sa campagne électorale – peu d'« élites françaises » prennent au sérieux cette Francophonie organisée, remarquable bouclier potentiel contre l'empire, et surtout : contre-modèle de civilisation.

Les Sommets biennaux des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie sont critiqués.

Ils n'en sont pas moins fort utiles, comme les actions qu'ils rythment de cette Communauté originale.

Critiqués parce qu'ils ont, il est vrai, un caractère un peu somptuaire.

Motards, sirènes, barrages de police : lorsque ces grandes rencontres se tiennent à Paris, les Parisiens, dérangés, grognent.

Beaucoup de Français pensent que tous « ces rois nègres gras et ingrats » bâtissent des fortunes grâce à la Coopération et à l'aide internationale. Qu'ils ne peuvent ou veulent pas gouverner des pays instables, perpétuellement en guerre et en faillite. « Ceux de nos anciennes colonies ont voulu leur indépendance : eh bien, disent-ils, qu'ils l'assument et travaillent ! Laissons-les se débrouiller ». A la Raymond Cartier : « la Corrèze plutôt que le Zambèze ! ». « On nous a assez reproché d'être de vilains colonialistes et impérialistes. Ne gaspillons plus l'or et le sang de la France dans ces affaires d'Afrique et d'Orient. Occupons-nous plutôt et de nos propres pauvres, et de « l'Europe, notre avenir » selon la formule de François Mitterrand. Hormis un prestige bien vain et des amitiés intéressées et volages, nous ne retirons de tout cela que des immigrés « pompe-allocs et suce-Sécu » et des attentats terroristes, avec des filles violées en réunion et voilées en procession dans nos écoles, nos hôpitaux, nos banlieues. »

Ce discours-là fort sujet à discussion, s'il n'est pas dominant, est assez répandu dans divers milieux.

Critiqués, cette fois dans les milieux un peu mieux informés, les Sommets francophones le sont aussi parce qu'ils passent, à raison plus qu'à tort, pour des vitrines cache-misère. Pour des gestes faits de la main gauche, pour la galerie. Pour donner l'impression que l'on agit, et que l'on pèse sur l'évolution du monde, alors que les moyens ne sont pas à l'avenant, et que le suivi dans les intervalles de ces grands rituels laisse beaucoup à désirer.

Il faut rappeler que le budget annuel total de toutes les institutions de la Francophonie multilatérale organisée (OIF) – la chaîne TV5 incluse - dépasse à peine les 300 millions d'euros.

En Francophonie comme ailleurs dans nos sociétés : distorsion croissante, gouffre béant, entre le discours et la réalité.

Trop d'effets d'annonces qui ne sont que des annonces non suivies d'effets.

Nous avons vu bien des fois des engagements de financements reportés de Sommet en Sommet parce qu'ils n'avaient pu être honorés dans l'intervalle. Nous avons vu des décisions politiques solennelles rester lettre morte.

Nous avons entendu, en novembre 1995 au Sommet de Cotonou, le Président de la République d'alors déclarer avec de mâles accents, devant les chefs d'État et de gouvernement réunis et devant toute la presse internationale, qu'aussi longtemps qu'il serait Président, les partenaires africains francophones garderaient un interlocuteur propre rue Monsieur, que le ministère de la Coopération ainsi maintenu garderait son personnel et son budget. Cela vaut d'être rappelé.

Peu après, le Quai d'Orsay avait tout avalé dès 1998, digéré et banalisé ensuite, à l'ombre du même Président. Et l'hôtel de Montesquiou, « rue Monsieur », vient d'être vendu à un investisseur russe.

Mais reconnaissons que la Francophonie, de Sommet en Sommet, a progressé en bonne partie grâce à ces rencontres au plus haut niveau. Le traité timide et étrié de 1970 se bornait à créer une « ACCT », Agence de coopération (purement) culturelle et technique, non politique, que l'on n'osait même pas encore appeler « francophone » ou « de la Francophonie ». On pouvait en effet, à l'époque, redouter les accusations encore toutes fraîches de néo-colonialisme et de néo-impérialisme.

Or, on est arrivé graduellement, en moins de 40 ans, sans rien brusquer, à construire ce qui ressemble de plus en plus à une Communauté organisée assez originale qui prend des décisions à caractère politique et des positions communes sur la scène internationale. Sans doute les chefs d'État et de gouvernement des pays membres ne se sentent-ils pas tous, loin de là, obligés de donner suite aux engagements qu'ils ont pu prendre, oralement et même dans des textes dûment signés, lors des Sommets. Mais des liens personnels, très forts en bien des cas, se sont tissés entre eux. La cordialité construite, travaillée, mais chaleureuse, de l'ancien Président français y a eu sa part. Ils se voyaient et téléphonaient très souvent dans l'intervalle de ces rencontres. Un esprit et un sentiment d'appartenance communautaire se sont révélés et consolidés au fil des rituels. Ils s'étendent aux administrations qui travaillent ainsi ensemble, et à des secteurs toujours plus importants des populations.

Cela est vrai surtout des pays qui étaient déjà proches de la France auparavant. Des anciens territoires colonisés ou « protégés » en particulier. Ce l'est moins de la plupart des nouveaux adhérents, maintenant aussi nombreux que les premiers.

Car l'originalité de la Francophonie tient aussi – nous l'avons écrit ; il faut le répéter - à ce que beaucoup de ses membres - la moitié, en fait - n'ont jamais été administrés par la France. Alors que le Commonwealth, l'Hispanophonie, la Lusophonie, ne regroupent que d'anciennes colonies autour de ce qui fut leur métropole. Cela donne force et crédit au laboratoire d'humanisme et de dialogue des cultures évoqué plus loin.

Certes, il faut bien voir que plusieurs « nouveaux » - ainsi en Europe centrale et orientale - n'ont été admis qu'avec une très grande indulgence, car ils ne méritent guère la qualification de francophones. Ceux-là ne sont donc pas dans les mêmes dispositions que le Maroc, le Liban, le Gabon, ou le Bénin, à l'égard de la France, du Québec, de la Suisse ou même du Canada fédéral. Ils sont souvent considérés comme des intrus et des capteurs de nourriture et d'héritage par les anciens membres. Mais, quelle qu'ait pu être la diversité des raisons qui les

ont poussés à solliciter leur admission, une alchimie s'est produite peu à peu qui les a rapprochés des plus francophones.

La Francophonie adopte souvent des positions communes, non seulement sur sa coopération interne, mais encore sur les grandes questions internationales : opposition aux hégémonies, solidarité, coopération Nord-Sud, droits de l'homme, démocratie, dialogue des cultures, diversité linguistique et culturelle.

Ainsi, au Sommet de 1993, à Grand Baie en l'Île Maurice, dont le thème était « l'unité dans la diversité », l'unanimité des présents s'est faite sur un des grands sujets du moment : l'« exception culturelle » à défendre dans le cadre du « Cycle de l'Uruguay » des négociations du GATT. Forte, alors, du soutien de plus de 45 pays de la Francophonie, dont des Européens : Belgique, Luxembourg, la France put plus aisément obtenir le soutien des autres membres de la Communauté européenne, puis une décision favorable dans le cadre du GATT. Sur le même sujet - récurrent à cause de l'insistance des États-Unis et d'autres partisans du libéralisme dans la circulation des biens et services culturels - les 56 chefs présents au Sommet francophone d'octobre 2002 à Beyrouth (sur le dialogue des cultures) se sont à nouveau tous engagés. Comme cela avait été préparé dans la coopération bilatérale franco-québécoise, puis élaboré dans une résolution du Forum social mondial en février 2002 à Porto Alegre avec l'aide de l'une de nos associations (FFI-France), le Sommet de Beyrouth demanda qu'un instrument international fût créé pour traiter spécifiquement de la diversité culturelle. Nous retrouvons ici le sujet déjà traité de la convention UNESCO.

Rappelons-nous que c'est le Québec, puis la Francophonie, qui ont lancé l'affaire.

Autre Sommet particulièrement important : celui de novembre 1997 à Hanoï. Les Vietnamiens avaient voulu adhérer à la Francophonie, puis organiser et réussir ce Sommet. Ils avaient voulu marquer leur retour sur la scène internationale et la fin de leur isolement politique face à leurs encombrants interlocuteurs chinois, russe, américain. Objectif atteint. La subtile et efficace diplomatie vietnamienne a joué un rôle déterminant dans la mise en ordre des diverses institutions de la Francophonie. L'ACCT, devenue l'AIF (Agence intergouvernementale de la Francophonie), fondée sur un traité (1970 à Niamey) s'est vue subordonnée en pratique à la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, organe de fait institué sans traité, et au Secrétaire Général de la Francophonie élu à cette occasion.

La Francophonie n'était pas encore une vraie Communauté, mais devenait au moins une organisation internationale : l'OIF. Elle affirmait sa vocation politique.

Hanoï marqua un autre tournant. Celui de l'influence plus grande des pays non africains dans la Francophonie. Au prix d'ailleurs d'une sorte de bronca africaine menée par le Burkina Faso, à propos du choix du Secrétaire Général, mais aussi du lieu du neuvième Sommet. Aurait-il, après Moncton en 1999, lieu en Afrique ou au Liban ? Le Président français pesa de tout son poids en faveur de la demande de son ami le Premier Ministre libanais Rafik Hariri, et Beyrouth fut choisi, le Burkina Faso (Ouagadougou) étant repoussé à 2003-2004.

Les Africains en conçurent quelque amertume. De même que du choix de M. Boutros Boutros-Ghali, Égyptien non vraiment « africain » à leurs yeux.

Le Vietnam tenait à donner corps à un « Espace économique francophone ». Malgré ses efforts opiniâtres, il ne réussit pas à obtenir plus qu'un engagement de principe, du bout des lèvres, en sa faveur. Il s'intéresse notamment aux marchés francophones africains. Pour y vendre son riz et divers produits agricoles et manufacturés. Au-delà de la coopération pour le

développement, il souhaitait que la Francophonie devînt un espace de circulation facilitée, voire privilégiée, des biens et des services, une sorte de zone de libre échange préférentielle.

L'idée était et reste juste : la cohésion de la Communauté doit aussi reposer sur l'économie. Et d'abord, dans un tel ensemble géolinguistique et géoculturel, sur des préférences communautaires en matière de circulation de certaines catégories de personnes, de biens, de services, surtout culturels. Que l'on songe à l'importance croissante, dans le monde actuel, des industries culturelles.

Cette idée s'est heurtée, et se heurte toujours, aux préférences choisies et aux contraintes subies par les États empêtrés dans des processus d'intégration continentale : la France, la Belgique, le Luxembourg, dans l'Union européenne, le Québec et le Canada dans l'ALENA (Association de libre échange de l'Amérique du Nord).

On décida tout de même, à Hanoï, de réunir dans ce but les ministres de l'économie et des finances des pays membres. Après bien des difficultés, notamment du fait de la France, cette réunion se tint finalement en avril 1999 à Monaco en présence du ministre français, M. Dominique Strauss-Kahn, qui traînait les pieds, comme tout Bercy. Mais sans résultats tangibles, et sans même que d'autres réunions fussent prévues. Depuis ce quasi-sabotage, les choses sont restées en l'état. Seule une réunion passée inaperçue s'est tenue à la fin de 2003 à Cancun, entre ministres francophones chargés du commerce extérieur. Avec de bien modestes résultats.

Les temps ne sont pas encore venus de traiter les ensembles culturels transocéaniques avec la même faveur que les constructions économique-politiques continentales. Ce qui est regrettable, les affinités de langue et de culture étant plus fortes et a priori plus fondatrices de coopération que des proximités géographiques rendues toutes relatives par la mondialisation.

Un Sénégalais, un Mauricien, un Marocain, scolarisés en français, ne sont-ils pas souvent – à juste titre, beaucoup de Français le sentent et le disent - considérés chez nous comme plus proches d'un Français que tel Finlandais, Slovaque, ou tel Anglais qui ignorerait tout ou presque de nos langue et culture, voire les mépriserait et rejetterait ?

Que dire de tels Ouzbeks, Azéris, turcophones toujours admis de plain pied en Turquie au nom du pantouranisme, entrant un jour dans l'Union européenne par la Sublime Porte, si l'étonnante folie ambiante parvient à l'ouvrir à l'Union européenne ?

Malgré ces quelques divergences inévitables, il faut avoir assisté aux Sommets et pratiqué les nombreuses réunions des organismes de la Francophonie pour sentir les affinités, voire « l'esprit de famille », qui y existent.

Négliger cette chance serait une forfaiture.

En 2005, l'OIF s'est réformée, par un tour de passe-passe juridique qui n'a ému personne. Le pouvoir a été concentré entre les mains du Secrétaire Général.

En 2008, presque toutes les institutions, sauf TV5, pourraient être rassemblées en une Maison de la Francophonie, à Paris. Avec, peut-être, comme nos associations (dans le FFI) le demandent, une annexe au château de François Ier, à Villers-Cotterêts, qui, restauré, pourrait faire un excellent haut lieu de rencontres, conférences, stages, formations, et centre multimédia, voué à la diversité linguistique et culturelle du monde, comme Porto Alegre l'a été pour le Forum social mondial. Mais les promoteurs de ce projet restent encore bien isolés...

Relever ce précieux défi, saisir cette chance unique, suppose l'engagement des dirigeants des pays francophones au plus haut niveau. Des sociétés civiles aussi. Ce sont les collectivités

locales, les entreprises, les ONG, les media, qui, mobilisés, feront de la Francophonie et de sa coopération solidaire un projet collectif impliquant tous les francophones avec, au premier rang, les Français, si l'on peut guérir leur classe politique de son aboulie présente et de sa forfaiture.

Or, on substitue à la Cité oubliée le « village global » en anglais.

Déjà Paul Valéry écrivait : « L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine. »

Gangrène due à la guerre de 39-45, puis au Plan Marshall et à ses quotas de films américains imposés sur les écrans européens. Due aussi à la vaste offensive multiforme des Américains et de leurs séides de « conquête des esprits » de la « vieille Europe », avec comptes rendus annuels remis chaque année à la CIA et au « State Department » sur les progrès réalisés. Tout se passe comme si notre « vieille Europe », empêtrée dans ses guerres intestines, avait appelé à l'aide le lion, ou le chat, de La Fontaine.

Ou, mieux : le preneur de rats (le « Rattenfänger ») de Hameln. Comme si celui-ci avait, au son de sa flûte, entraîné presque toutes nos jeunesses dans les flancs de la montagne qui ne les a plus rendues.

La prise de conscience des enjeux et des dangers pour la France n'est pas encore réalisée.

Le « non » au projet de « constitution » y aura-t-il contribué ? Que le « traité modificatif de Lisbonne » ne vienne pas l'occulter sans consultation du peuple !

L'état actuel de la France et de ses élites rappelle ce qu'écrivait Jean Jaurès :

« Il n'y a que trois choses qui dégradent le courage d'un peuple : le mensonge, la paresse, et le défaut d'idéal ». Repris par Chevènement en ce qui concerne notre pays : « La France marche au projet ». C'est là que nous mesurons le mal fait par le mensonge systématique et l'absence de vision autre que l'intérêt personnel pour le pouvoir et l'argent.

Contemplons « leurs figures », tous ces personnages de tous bords politiques qui prétendent aujourd'hui nous diriger et parler au nom de la France.

Cette « noblesse » laisse à désirer.

Cela n'est pas le peuple de France.

Cela n'est pas la Résistance.

C'est la résurgence de Vichy.

Les moins mauvais ne savent que gesticuler pour faire croire qu'ils servent le pays et faire oublier qu'ils l'enterrent en se servant.

Comme ils sont loin de nos grands ancêtres ! Comme ils sont loin du plus récent d'entre eux, le Général de Gaulle : « La France ne saurait être la France sans la grandeur »!

On considère trop légèrement qu'un peuple a les dirigeants qu'il mérite. Le peuple français a encore trop de vouloir-vivre ensemble et trop besoin d'un grand dessein pour ne pas rejeter, bientôt, espérons-le, les nouveaux Jean Monnet ou Isabeau de Bavière.

Et pour se laisser sans réagir vanter un Trafalgar de préférence à un Austerlitz. Ou une Aliénor d'Aquitaine de préférence à une Jeanne d'Arc, comme des officines le font en Dordogne, pour séduire les Anglais qui s'y installent en nombre et en anglais, et pour les faire accepter mieux encore par les Périgourds.

Face à cette insuffisance de « Leurs Suffisances », les royalistes, qui y retrouvent les défauts de « la Gueuse », assèment leurs convictions aux républicains endurcis : « Vous voyez bien

que la France a besoin d'un roi. Seul un roi, un roi non gouvernant, peut être le nécessaire symbole vivant de l'identité, des identités rassemblées sans être fondues. Un roi facteur de pérennité, panache blanc d'une civilisation plus que d'un royaume, pôle de ralliement de tous pays et communautés qui se reconnaissent au moins en partie dans cette nouvelle fraternité, noosphère autour de la Terre selon Senghor, que vous prônez à la suite du grand Sénégalais académicien ».

Notre scepticisme républicain l'emporte.

Une République propre et noble pourrait fort bien remplir toutes les fonctions d'un roi. Mais notre républicanisme invétéré « ne dort pas content ». L'idée monarchique n'a-t-elle pas continué à nous hanter ?

Nous pouvons au moins saluer le désir de France qu'elle exprime et l'espoir qu'elle porte pour des Français.

Déjà Onésime Reclus, inventeur du mot francophonie, disait à la fin du 19^{ème} siècle que les regroupements futurs seraient culturels. Churchill émit la même idée. Malraux s'en approcha. Et même Samuel Huntington, tout récemment, dans son *Choc des civilisations*, à ceci près que lui prévoyait, voire souhaitait, un conflit de grande ampleur entre les grandes religions du monde, ce que la France et la Francophonie ont précisément pour vocation et raison d'être d'éviter, par un vrai dialogue des cultures, et par la solidarité.

On en est proche à l'écoute de Rivarol : « Ma patrie est la langue dans laquelle j'écris », et de déclarations similaires d'Albert Camus, de l'Argentin Hector Bianciotti, du Russe Makine, du Chinois François Cheng, de tant d'autres.

Une coopération sur cette base, par affinités, suppose chez nous un ressourcement de notre esprit, de nos mœurs, une transformation des moyens que nous consacrons à cette « grande affaire ». Il s'agit de redevenir généreux, « donner, voilà ses tours et ses créneaux », sans tomber pour autant dans la naïveté, l'angélisme, le trotskysme ou le gauchisme. Il ne faut plus partir seulement du pays rétréci d'aujourd'hui.

Il faut retrouver la France.

La France chargée d'un destin particulier, d'être grande pour les autres... Nous n'avons pas assez conscience de cet atout : l'idée que partout dans le monde on se fait de la France. Cela reste vrai, envers et contre tous, selon la formule et le livre de Georges Bernanos : « *Français, si vous saviez ce que le monde attend de vous !* ».

Il dépend de nous que cela ne soit pas « une vieille lune ».

L'honneur d'une nation, comme celui d'un particulier, c'est d'être une personne bien identifiée (« quelqu'un ») et de s'y tenir. S'immerger dans un magma indistinct mène à toutes les oppressions.

Il suffit de s'ouvrir sans se diluer.

Nouvelle Athènes : oui, mais en restant capable de vaincre seule à Marathon et à Salamine.

Aux éternels défaitistes qui, ravis d'enterrer le pays, nous chantent : « Il était une fois la France », nous devons répondre « Demain, la France ! ». Il faut à notre jeunesse, saoulée de matérialisme, de sous-culture, droguée d'impuissance, redonner confiance en elle-même et en son pays.

Une des vocations acquises et reconnues de la France est d'être un ensemble d'apports fort divers, une culture de synthèse, une action culturelle mondiale, une voix pour les autres, une politique étrangère.

Notre action culturelle, expression de notre culture, de notre civilisation française humaniste et universaliste, a évolué. Elle n'est plus, si elle le fut à certains moments, une forme de nationalisme ou d'impérialisme. Ni même de projection unilatérale de notre synthèse sur l'identité des autres. Elle est plus que jamais ouverture aux autres, et alliance.

Alors, il faut jouer le jeu et répondre à l'immensité du défi par la vigueur et l'envergure de l'action.

Posons d'emblée que nous n'avons pas à choisir entre « Nation française » et « patrie linguistique ». Nous devons, là aussi, marcher sur les deux jambes. Nous n'allons pas effacer la Nation, la France avec ses frontières, ni son Etat. Trop d'élites veulent bien consentir des abandons - voire l'abandon tout court - de notre souveraineté, mais au seul bénéfice d'une Europe fédérale. L'opposition est frontale entre leur projet et celui d'une Communauté francophone qui prétendrait être à caractère fédéral. Le rejet de l'Europe fédérale et de l'Euraméricanie au referendum du 29 mai 2005 se répèterait sans doute à l'égard d'une Communauté fédérale francophone, que nos partenaires ne semblent pas non plus demander.

Mais il ne saurait être interdit de chercher une meilleure relation entre la « patrie linguistique » et une France dont l'Etat reste encore un peu trop centralisé, ou plutôt : « auto-centré ».

Dans la ligne de Senghor, des visionnaires nous invitent à passer à une sorte de République francophone universelle *sui generis*, d'un modèle tout à fait nouveau. Ils nous rappellent que cette idée était dans la logique profonde de la première République.

Que ce serait aussi un prolongement d'une pratique actuelle dans les TOM.

La Polynésie, la Nouvelle Calédonie, sont maintenant dotées de gouvernements de plus en plus autonomes. Liés encore à la France par d'étroites relations économiques et humaines, bientôt plus culturelles que politiques, ces territoires pourraient adhérer en qualité de « gouvernements participants » à la Communauté francophone.

N'est-ce pas d'ailleurs à ce même titre que le Québec et le Nouveau-Brunswick non indépendants en sont membres tout comme le Canada fédéral en tant que tel ? Ou encore la Communauté française Wallonie-Bruxelles à côté du Royaume de Belgique ?...

Des indépendantistes corses disent qu'un jour leur île pourrait vouloir emprunter cette même voie. Les formes de relations pourraient être diverses, et non exclusives d'autres appartenances, selon qu'il s'agirait des archipels précités ou de la Wallonie, de Bruxelles, du Québec, de la Suisse romande, ou encore des anciennes colonies, et des autres membres de la Communauté francophone. Plusieurs appartiennent à d'autres ensembles : Commonwealth, Ligue des États arabes, ALENA, Conférence islamique, Union africaine, Union européenne... Une concrétisation des idées de Robert Delavignette (*Soudan-Paris-Bourgogne*, en 1935), de Léopold Sédar Senghor, A. Camus, H. Bianciotti, Andréï Makine, voire de Saint-Exupéry...

Cela supposerait, naturellement, que la France gardât son Etat et son français et ne se noyât pas dans le magma informe d'une Union européenne habillage local d'une tout autre conception du monde, déjà décrite.

Réaliser une sorte de République universelle en français organisée en un quasi Etat fédéré reste une utopie dangereuse. Les esprits, d'abord en France même, ne sont pas mûrs pour aller résolument dans ce sens.

Même si on leur dit qu'ils retrouveraient ainsi, sans retour en arrière, une France plus proche de celle de Louis XV, voire de la Révolution dans sa première période.

Générosité et régénérescence : les sceptiques répondent qu'ils ont déjà rencontré cela au cours de notre histoire. Ils revoient les petits marquis de Louis XV abandonnant d'immenses territoires à l'Angleterre.

Ils associent aussi à ces « idées fumeuses » : la dictature d'illuminés, des bruits de bottes, une République conquérante dégénérant en Empire, des massacres de ceux qui ne veulent pas se laisser englober et régénérer, le spectre de l'ordre moral.

Pour eux cette ingénuité est suicidaire.

Difficile de les convaincre que la régénération en question pourrait être celle d'actions libres et désintéressées, et être propagée par l'exemple. Qu'elle ne viserait pas à faire la guerre aux vices et aux déviants. Qu'elle n'obligerait pas, dans quelque métissage imposé, à aller à confesse ceux qui, comme Mirabeau, n'aiment ce mot qu'en séparant ses deux composantes.

Cette utopie n'est pas pour demain !

Mais elle fournit des pistes de réflexion (voir plus loin) pour faire évoluer très prudemment la situation actuelle.

La mondialisation, en fait surtout le mondialisme, vieille chimère des Anglo-Saxons, plus réelle et plus avantageuse pour eux, contraire de l'humanisme fraternel, tend à abolir les frontières, dans une « globalization » à l'américaine. Eh bien, utilisons la mondialisation – qui est un fait indiscutable et *a priori* neutre - dans le sens de notre civilisation, pour une Francophonie humaniste, plutôt que pour une « globalization » ou un mondialisme mercantiliste uniformisateur et réducteur.

En abolissant non pas les frontières d'Etats, mais les cloisonnements des esprits.

Il est certain qu'avec l'entrée en mouvement des frontières physiques et surtout mentales, c'est la notion même d' « étranger » qui pourrait évoluer dans les esprits. Selon leurs divers degrés de francophonie et de francophilie, bien des « non-français de nationalité » ne peuvent plus être rangés dans la même catégorie fourre-tout d' « étrangers » que des Ouzbeks, des Rigains, ou même des Américains, Anglais ou Maltais... qui n'auraient aucun contact avec la langue et la culture françaises, et *a fortiori* les combattraient.

Il ne s'agit pas de faire revivre sous un nouveau nom et une forme différente, l'éphémère Communauté construite par le Général de Gaulle en 1958. Ni de faire entrer des pays entiers dans une sorte de « grande France » - à supposer même qu'ils le veuillent ! - sous prétexte qu'ils sont « francophones » plus ou moins officiellement et membres de l'OIF (Organisation internationale de la Francophonie).

Il s'agit de trouver des formes nouvelles d'étroite solidarité, de marques d'affinités affirmées, de parentés culturelles.

La Francophonie n'est d'ailleurs pas le seul ensemble géoculturel qui tend vers l'existence et la densification. La Communauté des Pays de Langue portugaise (CPLP) s'organise. L'hispanophonie aussi. La Ligue des Etats arabes existe depuis des années et développe sa

solidarité et ses actions collectives, au-delà de bien des divergences nationales et religieuses fortes. La turcophonie peut, dans un avenir proche, transformer en traits pleins ses actuels pointillés.

C'est le troisième dialogue, à côté des ensembles géo-économiques régionaux (UE, ALENA...), et politiques : OTAN, ANASE ...

Et n'oublions pas que plusieurs pays membres de l'OIF appartiennent aussi à un ou plusieurs autres de ces ensembles.

Si la Francophonie a pu prendre quelque avance, il ne faut pas se priver de cet atout.

Commençons par surmonter les seuls aspects étroits et asphyxiants du nationalisme. Il en reste, en France par exemple, beaucoup de traces dans le domaine intellectuel. Pourquoi, jusque dans nos Salons du Livre, distinguons-nous entre « littérature française » et « littératures francophones », comme si les écrivains et créateurs en français devaient rester éternellement séparés de leurs confrères français ?

Pourquoi n'existe-t-il pas une Académie francophone ? A côté de l'Académie française, dans un premier temps au moins. Le nombrilisme de règle est la meilleure manifestation du recroquevillement apeuré, timoré, d'un comportement de vaincus.

Être forts, c'est être des patriotes entreprenants. C'est construire, inventer, rassembler, entraîner.

La France demeurerait en tant que telle avec tous ceux qui voudraient continuer à la faire vivre. Simplement, ses frontières et ses structures politiques et administratives gagneraient un peu plus de porosité. Cela supposerait de prendre plus au sérieux cette Francophonie organisée, et son potentiel de solidarité privilégiée et de dialogue des cultures. Et de traiter différemment en son sein, et aussi en dehors, non des pays et communautés en tant que tels, mais des personnes, des individus, très proches de la langue et de la culture françaises.

Alors, il faut commencer par des mesures concrètes, dans des domaines plus accessibles et plus symboliques. Commencer par partager le pouvoir, culturel d'abord, un peu politique ensuite, à l'intérieur de l'ensemble géoculturel de la Francophonie. Envisager - pourquoi pas ? - non peut-être un « passeport francophone » : un authentique passeport ne peut être délivré que par un Etat, mais un document pour les personnes francophones avérées, imprégnées de notre langue et de notre culture, qui les distingue des véritables étrangers, et leur donne des avantages pratiques. Par exemple, au-delà du symbole de la file d'attente réservée dans les ports et aéroports : une priorité d'accès au territoire des Etats membres, et l'accélération, ensuite, de leur naturalisation, s'ils la demandent.

Au-delà, songeons à l'exemple d'Israël qui invite la diaspora juive à « faire son aliya ». Songeons aussi à la Bundesrepublik qui a reçu des « Allemands de la Volga » ou d'ailleurs.

Les nations de langue maternelle française peuvent elles aussi laisser entrevoir un accueil facilité en France, en Belgique, au Canada, à des réfugiés d'ascendance française, ou romande, ou wallonne, acadienne ou québécoise, ainsi qu'à d'autres personnes d'autres races et religions mais très francophones et francophiles, chassés d'Etats en guerre civile ou menacés dans leur existence même.

Le fondement de cette ouverture ne serait pas la religion comme dans le cas d'Israël, ni la race comme dans le cas de l'Allemagne, mais la combinaison de la langue, de la culture et de l'histoire.

Pourquoi ne pas nous préparer sérieusement dès aujourd'hui à offrir un asile et une intégration aux ressortissants plus proches de nous venant d'Israël, de l'Union sud-africaine, ou d'autres

pays dont la pérennité, ou le maintien de la diversité ethnique, religieuse et linguistique interne, sont mal assurés ?

Une démarche a été renouvelée récemment par des associations québécoises armées de solides arguments juridiques, pour demander à la France de reconnaître aux descendants attestés de ceux, Blancs, Indiens et métis, qui furent des « anciens Canadiens », des sujets du Roi de France avant la conquête anglaise, une nationalité française dont Louis XV n'avait pas – selon eux - le pouvoir de les priver, et à laquelle ils auraient droit, le « Bien-Aimé » n'ayant eu que le pouvoir de reconnaître la perte de territoires. N'est-ce pas au nom de cette distinction que l'Allemagne de Guillaume II avait, après l'annexion de l'Alsace-Moselle en 1871, reconnu aux habitants de ces départements le droit d'opter pour l'un ou l'autre des deux grands voisins ?

Ayons le courage de permettre l'aboutissement en francophonie de telles démarches, au moins à titre individuel.

Mesures concrètes, aussi, avec toutes les précautions indispensables, à l'intérieur même de la France. Le grand défi y réside dans la conciliation entre l'indivisibilité de la République et une forme adaptée de multiculturalisme.

Il convient de revoir la politique d'intégration et d'assimilation des étrangers chez nous.

Regardons d'abord bien en face la question du métissage physique et culturel : « tissage » de cultures, selon la formule que Maurice Druon préfère ? Jusqu'où ?...

Parmi nos DOM, la Réunion nous en fournit un exemple, bien distinct du « communalisme » (communautarisme quasi officiel) de Maurice voisine. L'idée de ce tissage a fait d'ailleurs des percées, dans les livres de Bernard Dorin, de Pierre-Louis Blanc, voire dans des propositions très récentes, pas seulement socialistes, de candidats à l'élection présidentielle...

Ceux de nos statisticiens et démographes sérieux qui ne pratiquent pas la langue de bois « correcte » nous montrent qu'un métissage physique non négligeable est en marche, par connubium (mariages mixtes) ou compagnonnage. Nos dirigeants vantent notre taux de fécondité qui nous met au-dessus des Allemands, des Anglais, de la quasi-totalité de nos voisins européens. Mais ils oublient ou occultent souvent deux aspects de notre évolution démographique : le taux de fécondité de 1,97 reste en dessous du taux (2,1) de renouvellement des générations, et la proportion des naissances dues aux femmes d'immigration récente – plus de 15% - augmente assez sensiblement. Dans quelques dizaines d'années, l'aspect extérieur de la population française sera très différent de ce qu'il était encore en 1960 : plus « brésilien ».

« Qui qu'en groigne », l'attitude la plus sage et la plus conforme à nos traditions consiste, certes à maîtriser d'abord l'immigration nouvelle, en quantité et en qualité (voir plus haut), mais aussi et surtout, à assimiler les allogènes.

Assimiler, et non pas seulement intégrer ou « insérer ».

Assimiler non pas en les déposant de leurs cultures d'origine et de toutes leurs différences en un creuset (« melting pot »), mais en offrant et encourageant leur adhésion « par le haut » à la synthèse nationale, au projet français. D'abord par l'école publique à redresser, ascenseur social à faire fonctionner à plein.

Il nous faut retrouver les vieilles traditions françaises d'hospitalité et d'assimilation consentie, sans ouverture à tous les vents ! Faire de nouveaux Français avec ceux qui font les efforts nécessaires, quelles que soient leurs origines et la couleur de leur peau, en redécouvrant la fraternité, une fierté, une grandeur, partagées. Il faut enlever la part d'ironie grinçante dans ce

que chantait Maurice Chevalier pendant « la drôle de guerre » : « Et tout ça, ça fait d'excellents Français, d'excellents soldats... »...

Car la France est diverse, diversité, depuis ses débuts.

Elle est « multiethnique » comme toujours, mais aujourd'hui encore plus.

« Multicolore », et demain encore plus, par ses composantes métropolitaines traditionnelles, ses départements et collectivités d'outre-mer, et les nombreux immigrés entrés depuis 1945.

Doit-elle, peut-elle être, pour autant, « multilingue » et « multiculturelle » ?

Comment concilier l'unité-indivisibilité de la République, qui repose en bonne partie sur une langue et une culture françaises non certes uniques, mais « communes », et une forme adaptée de « multiculturalisme » ?

Un mot tabou chez nous se trouve ici lâché. Il faut s'en occuper, le préciser à notre usage.

Voyons d'abord ce qui concerne le multilinguisme, aspect important du multiculturalisme. Bien des langues autochtones et importées sont parlées en France métropolitaine et outre-mer, depuis longtemps pour certaines, de puis peu pour d'autres. Elles ont droit de cité.

Mais une seule, le français, doit être officiellement commune à tous les Français.

Nos associations et des parlementaires amis ont fait, en 1992, introduire dans notre Constitution, la phrase : « La langue de la République est le français ». On n'a pas écrit : « de la Nation », mais « de la République » c'est-à-dire de la vie publique organisée et des projets que l'on a en commun.

Il faut s'y tenir, *ne varietur*.

Avec, sans aucun doute, la laïcité vraie, c'est la pierre angulaire, ou la clef, de tout ce que cet ouvrage veut défendre et promouvoir. De la pérennité de la France et de son message, et, bien évidemment, de la Francophonie.

Quant au multiculturalisme, bien des cultures diverses ont constitué la France dans le passé. Cela demeure, dans toutes nos régions. Elles n'ont pas, quoi qu'en disent certains, été effacées. Elles ont conflué dans une « culture française » qui les reflète et les exprime, enrichie de leurs apports encore vivants. Cela peut continuer, avec beaucoup d'imagination et de volontarisme éclairé.

Loin de la folklorisation décrite à propos des Etats-Unis.

Loin aussi de la conception et de la pratique britanniques du « multiculturalisme », qui n'est outre-Manche, ou même au Canada, qu'une forme plus ou moins déguisée d'« apartheid » à l'anglo-saxonne. La communication y est assez faible entre des communautés bien distinctes qui se reproduisent et se développent telles quelles. Elles ne créent ou saisissent que fort peu d'occasions de communion dans une « britannité » commune.

Une contre-épreuve, très décevante pour les autorités, a été fournie par les auteurs, de nationalité britannique, nés en Grande Bretagne, des attentats sanglants de ces dernières années.

Le « modèle » français est loin d'être à l'abri de telles menaces, qui ne dépendent pas seulement des diverses politiques d'intégration des pays européens. Les risques d'attentats existent aussi chez nous. Mais peut-être n'est-il pas trop aventuré de dire que la conception française, certes souvent trahie, mais permanente, d'une communauté nationale fondée sur une idée invétérée d'égalité, peut être de nature à mieux éviter ces cruelles déconvenues...

A condition que l'on continue à prendre cette idée républicaine au sérieux, au lieu de lui substituer des modèles fort différents. S'enrichir de la différence de l'Autre, au lieu de le « laisser mijoter dans son jus ». A côté des apports toujours vivants : bretons, occitans, alsaciens, corses..., d'apports belges, voire québécois, nous avons de plus en plus, par la force des choses, des apports arabo- et berbéro-musulmans, turcs, libanais chrétiens, juifs, vietnamiens, cambodgiens, laotiens, chinois, négro-africains, tamouls, sud-américains, et d'autres. Nous en avons, du reste, déjà intégré beaucoup dans notre culture, nos habitudes culinaires (pas seulement la pasta, la paella, le taboulé et le couscous !), et nos vocabulaires familier et soutenu, et dans notre argot.

Ils sont aussi notre avenir, et même – paradoxe ? – l'avenir de notre passé.

Au fond, il s'agit surtout de reconnaître cet état de choses, de l'assumer au lieu de le cacher, de le revendiquer, pour le développer sans heurts, avec le temps. Encore une fois, il s'agit de choisir la République laïque au lieu des ghettos communautaires.

En prenant cependant bien soin de ne pas noyer la population sous des apports étrangers trop nombreux, nous pouvons faire vivre chez nous ce multiculturalisme-là. Il est plus qu'une simple insertion ou intégration. Il peut engendrer un consentement à une forme d'assimilation à la « culture française ».

Assimilation qui n'est pas – insistons ! - une absorption-négation de celui qui s' « assimile », mais une alchimie de synthèse. Symbolisée, ou esquissée imparfaitement si l'on préfère, dans le sport, dans l'enthousiasme « black-blanc-beur » du Mondial de 1998, de l' « Euro 2000 », répété dans le Mondial de 2006, puis dans la Coupe du monde de rugby en 2007.

Qui a écrit que la flambée des banlieues à l'automne 2005, qui charriait, certes, une part de jeu dangereux, de « ludisme désespéré », et beaucoup de simple délinquance crapuleuse, exprimait aussi en partie un besoin de reconnaissance et d'égalité au sein de la communauté nationale ?

Ne soyons pas angéliques : cela demeure un pari très difficile.

Mais il peut et doit être gagné.

N'écoutons pas ceux que Bernanos dénonçait comme des « imbéciles attachés à rassurer, à édulcorer, à châtrer », qui préfèrent occulter les vrais problèmes plutôt que les aborder pour les résoudre.

Écoutons plutôt Sénèque :

« Il n'y a pas de bon vent pour celui qui ne sait pas où il va ».

Les propositions développées dans ces derniers chapitres sont esquissées dans le dernier livre de l'auteur, Albert Salon : « Colas colo, Colas colère – Un enfant de France contre les empires », l'Harmattan, 16, rue des Ecoles, 75015 Paris, 2007.